



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE ABATTAGE /DEBARDAGE

VIDANGE DES BOIS PAR DEBUSQUAGE ET PORTAGE/REMISE EN ETAT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES ET PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2026-8505-01

Objet de la consultation

La présente consultation porte sur 2 lots ayant pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière d'abattage manuel et de débardage sur le territoire de l'Agence Territoriale de Lille en forêts publiques (domaniales et autres forêts soumises) pour l'unité territoriale de Somme et la Côte d'Opale dans les départements du Nord Pas-de-Calais et de la Somme.

Pouvoir adjudicateur

Office national des forêts
Direction Territoriale Seine-Nord
Agence Territoriale de Lille
117 boulevard de la Liberté – BP 46
59 004 LILLE Cedex

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est **Madame Aude Tessier**, Directrice de l'agence de Lille.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.2.	DECOMPOSITION EN LOT	5
3.3.	MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
3.3.1	Lot n° 1	6
3.3.2	Lot n° 2.X.	6
3.3.3	Modalités d'attribution des bons de commandes : répartition en cascade Lot n° 1	6
3.4	INTEGRATION DE NOUVEAUX TITULAIRES	6
3.5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
3.6	SOUS-TRAITANCE	7
3.7	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
4	CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES	7
4.1	GENERALITES	7
4.2	CLAUSES TECHNIQUES D'ABATTAGE ET DE FAÇONNAGE	8
4.2.1	Abattage	8
4.3	CLAUSES TECHNIQUES DE DEBARDAGE	9
4.4	CLAUSES TECHNIQUES DE MESURAGE ET DENOMBREMENT DES PRODUITS	10
4.5	PRESCRIPTION SPECIFIQUES OU PARTICULIERES RELATIVES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
5	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	11
5.1	ACCORD-CADRE	11
5.2	MARCHE SUBSEQUENT	11
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	11
6.1	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE	11
6.1.1	Passation des commandes	11
6.1.2	Modification d'un bon de commande	12
6.1.3	Suspension d'un bon de commande	12
6.1.4	Résiliation d'un bon de commande	12
6.2	EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES	12
6.2.1	Dispositions générales relatives aux marchés subséquents	12
6.2.2	Termes non couverts par l'accord-cadre	12
6.2.3	Forme des marchés subséquents	12
6.2.4	Durée - délais d'exécution des marchés subséquents	12
a)	Durée des marchés subséquents	12
b)	Délai d'exécution des marchés subséquents	12
c)	Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents	12
6.2.5	Modalités de conclusion des marchés subséquents	13
a)	Engagement de la consultation	13
b)	Critères d'attribution des marchés subséquents	13
c)	Formalisme et attribution des marchés subséquents	13
6.2.6	Modifications des marchés subséquents	13
6.3	SOLlicitation EXCEPTIONNELLE	13
6.4	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	13
6.5	EVALUATION DES CHANTIERS	13
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	14

7.1	UNITE MONETAIRE	14
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	14
7.2.1.	<i>Nature des prix</i>	14
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	14
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	14
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	14
7.4.1.	<i>Avance</i>	14
7.4.2.	<i>Acomptes</i>	14
7.4.3.	<i>Facturation</i>	14
7.4.4.	<i>Transmission des factures</i>	15
7.4.5.	<i>Paie ment des sous-traitants</i>	15
7.4.6.	<i>Délai global de paie ment</i>	15
7.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	15
8	PENALITES	16
8.1	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	16
8.2	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	16
9	DROIT, LANGUE	16
10	ASSURANCE	17
11	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	17
11.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	17
11.2	TRAVAIL CLANDESTIN	17
11.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	17
11.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	17

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, Agence territoriale de Lille, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est la directrice d'agence, **Aude Tessier** agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 8500-24-DLG-STR-056 du 1^{er} juillet 2024 accordée par la Directrice territoriale aux directeurs d'agence.

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mélissa PÉAN

Acheteuse

Boulevard de Constance

77300 Fontainebleau

Tél : 06.15.65.85.25

Courriel : melissa.pean@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique ou administratif peuvent être obtenus

Mélissa PÉAN

Acheteuse

Boulevard de Constance

77300 Fontainebleau

Tél : 06.15.65.85.25

Courriel : melissa.pean@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Alexis CRETON

Responsable du Service Bois de Lille

117 boulevard de la Liberté

BP 46 – 59 004 LILLE Cedex

Courriel : alexis.creton-02@onf.fr

Il est rappelé que l'ensemble des questions liées à la consultation doivent transiter par l'onglet « Question » de la consultation sur la plateforme PLACE.

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est **Olivier HELIAS**, Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale – olivier.helias@onf.fr

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation porte sur 2 lots ayant pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière d'abattage manuel et de débardage sur le territoire de l'Agence Territoriale de Lille en forêts publiques (domaniales et autres forêts soumises) pour l'unité territoriale de Somme et la Côte d'Opale dans les départements du Nord Pas-de-Calais et de la Somme.

L'exécution du marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F- mai 2022.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77211100-3	Services d'exploitation forestière.
------------	-------------------------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à exécution mixte multi-attributaire (3 titulaires maximum), s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lot

La consultation est constituée de 2 lots, chacun donnant lieu à un accord-cadre, décrit ci-dessous :

- 1 lot à exécution mixte : lot n°1
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n°2X (les candidats dont les offres seront retenues pour le lot 1 seront automatiquement titulaires du lot 2X)

Lots	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Quantité estimative annuelle non garantie	Quantité maximum annuelle	Lieux d'exécution	Responsables travaux d'exploitation
1	Abattage manuel et vidange des bois par débusquage et portage	Sécurisation/câblage ; Abattage/débardage complexe	1000 m3 de grumes et 1 000 m3a de billons	3 000 m3/ de grumes et 3000 m3a de billons	UT Somme – Côte d'Opale	CROCHET Tiffany
2X	Abattage manuel et vidange des bois par débusquage et portage	Sécurisation/câblage ; Abattage/débardage complexe	SANS	SANS	Agence Territoriale de Lille	Alexis CRETON

3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

3.3.1 Lot n° 1

Le lot 1 fait l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser rentrent dans l'application des critères de pondération des prix de base prévus à l'acte d'engagement ;
- Par marché subséquent, nouvelle sollicitation des titulaires (marchés subséquents) :
 - o Lorsque l'application desdits coefficients ne permet pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
 - o Lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (crise sanitaire, accident climatique...) avec des contraintes sur les délais d'exécution qui ne permettent pas aux titulaires de réaliser ces prestations aux prix de base chiffrés au bordereau de prix unitaires.

Pour les prestations faisant l'objet d'une sollicitation des titulaires, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et les titulaires chiffront librement la prestation demandée.

3.3.2 Lot n° 2X.

Les titulaires sont co-attributaires de droit du lot 2X. Il s'exécute uniquement par marchés subséquents et a pour objet de permettre une remise en compétition de l'ensemble des attributaires de la consultation lorsque les titulaires du lot 1 sont indisponibles pour réaliser les prestations commandées.

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une ETF pour la réalisation des chantiers d'autre part, le nombre de co-attributaire pourra être augmenté, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché subséquent dans le cadre du lot 2X au candidat ayant formulé l'offre :

- La moins disante si la consultation ne concerne que les titulaires de l'accord-cadre ;
- La mieux disante si la consultation intègre d'autres ETF extérieures au contrat (lorsque deux critères d'attribution seront prévus).

Le lot 2X ne prévoit pas d'engagement de volumes minimum et maximum de commandes. En effet, les commandes qui sont passées dans le cadre du lot 2X correspondent à des volumes prévus dans le lot de l'accord-cadre initial.

Dans ce cas, l'ensemble des ETF recensés dans le lot 2X seront interrogés par marchés subséquents.

3.3.3 Modalités d'attribution des bons de commandes : répartition en cascade Lot n° 1

L'accord-cadre est multi-attributaire (3 titulaires maximum). Dans le cadre des quantités estimatives et maximales imparties, les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement. Ils seront d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position tous critères confondus (offre la mieux disante), puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin au 3^{ème} dans les mêmes conditions.

L'impossibilité d'intervenir est systématiquement tracée par écrit.

3.4 Intégration de nouveaux titulaires

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot 2X sur sollicitation de l'ONF et uniquement lors de chaque remise en concurrence. Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- La fiche de renseignement complétée.

3.5 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible dans les mêmes termes 1 fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder le 15 juillet 2027.

En cas de non-reconduction, l'ONF notifiera sa décision au titulaire par voie dématérialisée via son profil acheteur (PLACE), 2 mois au plus tard avant l'échéance en cours.

Dans l'hypothèse où le maximum annuel est atteint avant la fin de l'année concernée, la période suivante pourra être déclenchée par anticipation avec mise à disposition du nouveau maximum avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire en sera alors informé par écrit.

Seule l'atteinte du maximum de l'ensemble des titulaires sur la période concernée permet l'anticipation de la reconduction.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.7 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

4.1 Généralités

4.1.1 L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des dispositions techniques générales imposées aux acheteurs de coupes de bois en forêt soumise au régime forestier par les documents suivants :

- Le Code forestier
- Le Cahier des Clauses Générales des ventes de coupes en bloc et sur pied approuvé par résolution n° 2007-11 du Conseil d'administration de l'ONF du 28/11/2007.
- Le Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière, approuvé par résolution n° 2019-16 du Conseil d'administration de l'ONF du 28/11/2019.

Exceptées les dispositions du Titre II concernant les clauses financières, le cahier des clauses générales des ventes en bloc et sur pied sera appliqué intégralement. En particulier, l'entrepreneur sera tenu d'abattre et de façonner toutes les tiges et brins désignés par l'Office national des forêts. L'agent responsable de la coupe pourra cependant dispenser l'entrepreneur d'abattre certaines tiges dans le cas où il le jugerait opportun.

L'Entrepreneur sera tenu d'abattre, façonner et débarder tous les produits accidentels, chablis, bois dépérissant... survenus sur le parterre de la coupe entre le martelage et avant la fin du débardage.

4.1.2 Le port des Equipements de Protection Individuelle est impératif et obligatoire. Les intervenants non pourvus des EPI seront exclus des chantiers sur le champ. Les manquements répétés entraîneront des pénalités (pénalité forfaitaire contractuelle de 200€/intervenant non pourvus d'EPI) ou la résiliation du contrat.

4.1.3 Déroulement des opérations

Une fois le lot attribué à une entreprise, la chronologie des travaux est la suivante :

- État des lieux préalable du chantier ;
- Exploitation des bois (abattage - débardage) ;
- Exploitation des arbres à câbler ;
- Cubage contradictoire des produits ;
- Remise en état des lieux ;
- Réception du chantier.

Les volumes et stérages annoncés lors de la proposition de commande ne sont que des quantités estimatives.

4.1.4 Votre interlocuteur terrain

Le responsable d'exploitation (RE) est votre interlocuteur principal.

Il sera précisé à chaque proposition de commande,

Il a un rôle de direction de chantier.

Les rôles du RE sont :

- Organiser la rencontre préalable de chantier avec vous,
 - o Transmet l'ordre de service technique et la fiche de chantier ;
 - o Transmet la fiche chantier, le point de secours, le plan de la parcelle, la fiche d'article, le plan de prévention éventuel.
 - o Précise l'ensemble des particularités techniques de la coupe (structuration de la parcelle (limites, cloisonnements, tournières, places de dépôt, ...), les modalités de marquage des bois et les précautions à prendre au titre de la protection des sols, des peuplements, des régénérations, des équipements d'accueil du public, des équipements d'infrastructure routière et cynégétique, des éléments du patrimoine historique, et de l'environnement) ;
- Assurer le suivi technique de l'exploitation et s'assurer de la conformité de votre prestation aux consignes notamment le respect des arbres réservés et des sols. Il peut être amené à stopper une coupe en cas de conditions dégradées, à son appréciation ;
- En cas de besoin, arbitrer les éventuels problèmes de coordination ou d'interfaces avec les autres entreprises intervenant sur le chantier ;
- Contrôler les volumes transmis par vos soins
- Réceptionner les produits de votre prestation et leur conformité à la commande ;
- Evaluer la qualité générale de votre prestation ;
- Apporter tout renseignement et appui nécessaire à la conduite de votre travail.

4.2 Clauses techniques d'abattage et de façonnage

La remise de prix pour cette prestation comprend l'abattage manuel et le façonnage manuel de grumes, billons et bois énergie définis ci-dessous.

4.2.1 Abattage

Dans tous les cas, les arbres seront abattus de manière à ne pas endommager les réserves et dirigés sur les places dépourvues de semis ou de plantations sauf en cas d'impossibilité technique. Les bûcherons seront tenus d'avoir à portée de main l'outillage nécessaire pour diriger la chute des arbres, à savoir au minimum masses et coins.

Si un arbre désigné pour l'exploitation demeure, dans le mouvement de la chute, encroué sur un arbre réservé, l'entrepreneur ne devra le dégager qu'après en avoir obtenu l'autorisation de l'agent responsable d'exploitation. Si toutefois l'abattage de l'arbre réservé est nécessaire, cette récolte forcée pourra alors être considérée comme un bris de réserve.

La direction d'abattage se fera en tenant compte des cloisonnements d'exploitation.

Les arbres bio identifiés par un triangle devront restés sur pied. Ils pourront être abattus pour des raisons de sécurité après validation du RE. Un arbre sec sur pied ou au sol, non désigné et non identifié sera considéré comme bio et sera exploité uniquement si besoin après validation du RE.

4.2.2 Façonnage

Le façonnage comprend :

- L'arasement des souches ;
- L'égobelage du pied des grumes ;
- L'ébranchage des arbres à ras-tronc ;
- Le démontage des houppiers à l'avancement (Hors indication de houppier réservé) ;
- La réalisation des purges de pied ;
- La découpe des grumes fin bout à 25 cm mini ;
- L'assainissement des bois par purge des nœuds pourris, entre-écorce, loupe, broussin, fente et trou d'abattage, gélivure, coup de foudre, pourriture molle, chancre, trou de vers, blessures, corps étrangers, et gui.

Le titulaire doit fournir, après l'exécution du bon de commande, au service chargé de la facturation (RE – TCB - Service Bois de l'agence de Lille) un listing papier ou informatique (tableur) du cubage des bois parcelle par parcelle. Le bordereau précise en en-tête le nom de la forêt et le N° de la parcelle, puis, grume par grume, le N° de pièce, l'essence, la longueur et le diamètre au milieu (en cm). Chaque grume est numérotée pour permettre une vérification du cubage par échantillonnage par le RE. **Ce volume, servant de base pour la facture.**

Lorsque le façonnage constaté de certaines grumes ne satisfait un niveau de qualité minimum, l'ONF pourra bloquer le bon de réception jusqu'à régularisation de la situation. Les manquements répétés entraîneront des pénalités ou la résiliation du contrat.

4.2.3 Traitement des produits abandonnés sur le parterre de la coupe

Les produits destinés à être abandonnés sur le parterre de la coupe sont les rémanents de diamètre inférieur à 7 cm fin bout, les purges non commercialisables ou toutes tiges à valeur économique insuffisante selon l'estimation de l'agent de l'ONF.

Ces produits devront être écartés des semis et des jeunes plants au fur et à mesure de l'abattage. En aucun cas, la longueur des rémanents ne devra dépasser 2 mètres.

Les rémanents seront mis à l'écart des fossés, ravins, ruisseaux (hors emprise des zones de crues), ils ne devront pas être appuyés sur les arbres vifs ni recouvrir les souches des arbres abattus, ni encombrer les voies, sentiers, itinéraires de débardage, lignes.

4.3 Clauses techniques de débardage

4.3.1 Débusquage - Débardage

L'entrepreneur sera tenu de préparer les charges, les débusquer et les débarder jusqu'à une place de dépôt. La circulation des engins doit se faire sur les pistes ou cloisonnements existants. Toute circulation en dehors de ces parcours ne peut intervenir qu'après accord de l'Office National des Forêts.

4.3.2 Reprise et mise en dépôt

L'entrepreneur sera tenu de déposer tous les produits débardés sur la place de dépôt prévue à cet effet et désignée par l'Agent Responsable de la Coupe. Si besoin est, cette mise en dépôt pourra se faire à l'aide d'un tracteur forestier ou tout autre engin mais elle sera effectuée de telle sorte :

- Qu'elle n'occasionne ni gêne à la circulation ni dommage à la forêt et à ses équipements
- Qu'elle ne constitue pas un danger pour des personnes,
- Qu'elle permette le chargement de camions grumiers gros porteurs directement et sans difficulté, si cela est nécessaire, le débardage des bois sur la place de dépôt sera suspendu pendant le chargement des camions grumiers.

A l'aplomb des fossés, les produits devront être placés sur des supports permettant le libre passage des eaux.

4.3.3 Tri des produits

L'entrepreneur procédera au tri des bois sur indication du bon de commande et du cahier des charges produits du chantier.

4.4 Clauses techniques de mesure et dénombrement des produits

4.4.1 Bois d'œuvre

Un certain nombre de dispositions contenues dans la norme AFNOR B53-020 (cubage des bois ronds et assimilés) est apporté ou rappelé ci-dessous :

- Le mesurage de la longueur se fait à l'aide du mètre à pointes, ou du ruban décamétrique.
- La longueur des grumes est mesurée du côté le plus court. L'entaille d'abattage est comptée pour moitié. Cette longueur est exprimée en mètre et décimètre couvert, c'est-à-dire que les fractions de décimètre sont négligées par défaut.
- Le diamètre des grumes et billes est mesuré sur écorce pour les feuillus. C'est le diamètre moyen de la section droite située au milieu de la longueur de la pièce. Il s'exprime en centimètre couvert (fraction de centimètre négligée par défaut). Il est obtenu en utilisant un pied à coulisse, dit compas forestier. Le diamètre moyen recherché est la moyenne arithmétique de deux diamètres perpendiculaires mesurés au milieu de la longueur de la pièce et les plus proches possibles du plus grand et du plus petit diamètre à cet endroit (mesure dite "en croix").
- S'il existe à l'endroit du mesurage une excroissance ou un nœud susceptible de fausser la mesure, celle-ci sera égale à la moyenne de 2 mesures de diamètre faites de part et d'autre, le plus près possible et à égale distance de cet endroit.

4.4.2 Bois de chauffage et de trituration

Les bois seront triés par essence si la proportion de chêne est inférieure à 80 %.

Sur la longueur des billons, un sur-mesure de plus ou moins 5 cm est toléré.

Les quantités de bois seront déterminées après mise en pile. Le dénombrement est donc réalisé par le technicien ONF en mètre cube apparent « m3a » (anciennement nommé « stère »). Il s'agit d'un volume d'encombrement.

4.4.3 Bois énergie

- Cette prestation est rémunérée en tonne anhydre (cf. BPU).
- Elle comprend le façonnage à l'avancement des houppliers en bois énergie, en billons de 4 à 6 m maxi. Le billonnage se fait à dire d'expert.
- La découpe fin bout maxi doit être de : 7 cm.
- Le RTE pourra faire reprendre les tas bord de route si la découpe 7cm n'est pas respectée et s'il constate plus de 50% de rémanents non découpés dans les tas.

4.5 Prescription spécifiques ou particulières relatives à l'exécution des prestations

Les billons inférieurs à 2.30 m :

- seront mis en tas autant que possible afin de faciliter le débardage.
- seront rassemblés dans la mesure du possible en tas en dehors de l'emprise du cloisonnement mais autant que possible à portée de grue.

Dans le cas de câblages nécessaires pour la bonne réalisation du chantier (notamment concernant la sécurité), une visite contractuelle de terrain devra être réalisée en présence d'un représentant de l'entreprise et le technicien ONF en charge du chantier pour repérer et compter le nombre de tiges concernées.

A la demande de l'ONF, des éhoupages pourront être demandés.

Si une grume est détériorée à l'abattage par suite d'une consigne d'éhoupage non appliquée, la perte de valeur de la grume sera imputée au titulaire du marché. Une indemnité de 500 € par grume détériorée sera due au propriétaire.

Le prix unitaire donné par le postulant au lot **comprend 3 découpes par grume bord de route** (une découpe est matérialisée d'un trait barré par une croix, ne pas confondre avec les passes commerciales qui sont un trait non barré)

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs sont, par ordre de priorité décroissante :

5.1 Accord-cadre

- L'acte d'engagement et bordereau des prix unitaires (BPU) au présent marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière (CNPEF) et les clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – mai 2022 ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les bons de commande passés sur la base du BPU.

Le Cahier national des prescriptions d'Exploitation Forestière (CNPEF) n'est pas matériellement joint au dossier de consultation mais est disponible sur le site internet de l'ONF :

[Cahier national des prescriptions d'exploitation forestière \(CNPEF\)](#)

5.2 Marché subséquent

- Le marché subséquent conclu sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau de prix unitaires joint à chaque marché subséquent,
- Le cas échéant, le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Exécution par émission de bons de commande

6.1.1 Passation des commandes

Les commandes de prestations d'exploitation forestière sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF contactera le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. **En cas d'indisponibilité du titulaire constatée après la date de démarrage indiquée sur le bon de commande, l'ONF retracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise en faisant appel au lot 2X.**

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

6.1.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisation suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.1.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2 des CGA.

6.1.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de résiliation d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

6.2 Exécution par remise en concurrence des titulaires

6.2.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.3.1 et 3.3.2 ci-dessus.

6.2.2 Termes non couverts par l'accord-cadre

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations, à l'exception de nouvelles ETF entrantes qui seront jugées également sur la valeur technique dans le cas du lot 2X, et seulement en cas d'indisponibilité des titulaires de l'accord-cadre initial.

6.2.3 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être soit ponctuel soit à bons de commande.

6.2.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

6.2.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra aux titulaires un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et l'invitera à remettre une offre, dans un délai adapté à l'importance du besoin.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix si la procédure remet en concurrence les entreprises titulaires. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

Néanmoins, si la procédure ouvre un marché subséquent à d'autres potentiels candidats dans le cadre du lot 2X, alors les critères d'attribution seront le prix et la technique. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

6.2.6 Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.3 Sollicitation exceptionnelle

Sans objet

6.4 Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

6.5 Evaluation des chantiers

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les trois critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect du délai exécution
- Respect des prescriptions fixées par le CNPEF

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au bordereau des prix unitaires joint au dossier de consultation de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le bordereau des prix unitaires ou la décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- les prix unitaires indiqués au bordereau de prix unitaire de l'accord-cadre auxquels s'appliquent les éventuels critères de pondération des prix de base ;
- ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat des prestations d'exploitation forestière.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Sans objet

7.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **par voie dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° 2026-8505-01
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2026-8505-01
- Numéro d'engagement juridique : bon de commande signé par l'ONF sous format 4500XXXX
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum, par dérogation à l'article R2192-11 2° du Code de la Commande Publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des clauses générales d'achats de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

8.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

8.2 Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.3. Remise en état à la charge du titulaire

Les équipements ou les peuplements endommagés ou détruits du fait de l'intervention du titulaire seront remis en état ou remplacés aux frais de celui-ci en particulier :

- Orniérage de plus de 20 cm dans les cloisonnements d'exploitation,
- Dégâts causés aux infrastructures routières et équipements divers de la forêt (notamment équipements cynégétiques, touristiques, barrières, enclos),
- Dégâts causés aux propriétés attenantes (clôtures, pâtures, cultures, autres propriétés forestières).

Le curage des fossés et le nettoyage de la place de dépôt reste à la charge de l'ONF.

La remise en état des lieux est comprise dans les délais d'exécution.

En cas de retard, les opérations de remise en état seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée, avec application d'une pénalité de 80 € (quatre-vingts euros) par jour de retard.

La remise en état de la coupe sera considérée **à la charge de l'ONF dans les cas suivants :**

- Dégâts causés aux collecteurs de débardage,
- Dégâts causés lors d'une demande écrite de l'ONF de poursuite de l'exploitation,
- Orniérage d'une profondeur de moins de 20 cm dans les cloisonnements d'exploitation.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.